

---

## LE PROGRAMME DU PSU

---

# □ III. Pour une politique de coopération internationale

**L**es objectifs fondamentaux d'une politique étrangère socialiste sont :

- la consolidation de la paix par la coexistence pacifique entre les nations et le désarmement général ;
- la construction d'une Europe démocratique et socialiste indépendante à l'égard des super-grandes puissances ;
- l'appui aux forces progressistes du tiers monde en vue d'assurer le développement économique de leur pays, condition de leur évolution démocratique.

### *A - La coexistence pacifique et le désarmement.*

Les dangers d'une troisième guerre mondiale semblent s'être quelque peu atténués depuis que s'est réalisée entre les super-grandes puissances détentrices d'un fort armement atomique une sorte d'équilibre de la terreur, mais la paix demeure encore fragile : des conflits locaux surgissent et se développent (Vietnam, Proche-Orient), des zones de trouble s'étendent en Afrique méridionale ou en Amérique latine qui peuvent à tout moment constituer des foyers de plus large conflagration.

La paix mondiale ne sera véritablement assurée que par le désarmement général assorti d'un mécanisme de règlement pacifique de tous les conflits sous l'égide d'une organisation internationale groupant effectivement toutes les nations du monde.

Il ne dépend pas de notre pays seul que ce but soit atteint, mais il peut chercher à s'en

rapprocher au lieu de s'en détourner comme le fait la politique gaulliste basée uniquement sur le jeu des forces antagoniques et la pratique du système classique des alliances et renversements d'alliances au gré des caprices du souverain ; de Gaulle n'a que railleries pour l'O.N.U., laisse inoccupée la place de la France à la Conférence de Genève et refuse de signer l'accord de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires.

Un gouvernement de gauche devrait prendre des initiatives hardies pour le renforcement de la sécurité collective et la mise en œuvre du désarmement général simultané et contrôlé.

La France doit sans plus tarder occuper le siège qui lui est réservé à la Conférence du Désarmement de Genève, que de Gaulle a décidé de boycotter. Les travaux de cet organisme sont d'une lenteur décevante, il y aurait lieu de les animer en organisant une campagne d'opinion internationale et en liant le problème du désarmement à celui de l'aide internationale au tiers monde ; il appartiendrait à un gouvernement de gauche français de proposer que la moitié au moins de la réduction des dépenses militaires réalisée grâce à des accords internationaux soit affectée au développement économique du tiers monde sous l'égide de l'O.N.U. Il faut rappeler aussi à l'opinion française qu'Américains et Soviétiques attachent de l'importance aux travaux de Genève et que leurs meilleurs spécialistes s'y consacrent et que les gouvernements de ces pays ont, en effet, compris que la course aux armements atomiques peut conduire le monde à la destruction générale.

## LE PROGRAMME DU P.S.U. – Une politique de coopération internationale

La France doit immédiatement ratifier et appliquer l'accord de Moscou sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'air, dans l'eau et sur terre, et proposer son extension aux explosions souterraines.

Au lieu de mépriser l'O.N.U. comme de Gaulle le fait trop souvent, un gouvernement de gauche œuvrera à son renforcement. Il faut admettre à l'O.N.U. tous les Etats existants mais il faut aussi renforcer les pouvoirs de l'O.N.U. en veillant à ce qu'elle ne tombe pas sous l'emprise d'une super-grande puissance ; à cette fin, il y aura lieu de réformer la Charte des Nations unies de façon à ce que cette organisation puisse représenter plus valablement les différents peuples avec leur importance relative, ne soit donc plus dominée par une grande puissance appuyée sur les votes de nombreux satellites, rende dès lors inutile le procédé du veto et permette ainsi la mise en place d'un organisme d'exécution efficace des décisions de l'O.N.U.

Si la coexistence pacifique nécessite la non-ingérence de l'O.N.U. dans les affaires intérieures d'un pays, un commissariat aux droits de l'homme de l'O.N.U. doit être fondé et doté au moins de pouvoir d'enquête en cas de violation flagrante de la déclaration internationale des droits de l'homme. Parallèlement au désarmement des nations, doit se constituer une force armée internationale permanente capable de faire exécuter les décisions de l'O.N.U. et les arrêts de la Cour internationale de justice et susceptible d'assurer la surveillance des frontières entre pays en conflit :

Nous n'ignorons pas que la création d'un tel ordre international est une œuvre de longue haleine dont la réalisation pose le règlement d'un certain nombre de problèmes qui créent des zones de friction dans le monde.

## LA GUERRE DU VIETNAM

Notre préoccupation la plus urgente est évidemment celle du règlement pacifique du conflit vietnamien qui prend chaque jour une gravité croissante sur le plan de l'escalade des opérations militaires, comme sur le plan des risques d'extension internationale.

Le P.S.U. dénonce énergiquement l'agression commise par le gouvernement des U.S.A.

contre le peuple vietnamien. Celui-ci subit, au Sud comme au Nord, une véritable guerre d'extermination qui atteint les infrastructures économiques permettant à la population de survivre, aussi bien que les installations militaires.



*Un génocide.*

En Asie du Sud-Est aujourd'hui, comme hier à Cuba, à Saint-Domingue ou dans d'autres points chauds de l'Amérique latine, les Nord-Américains entendent faire la démonstration que les luttes révolutionnaires de libération nationale et sociale ne peuvent déboucher sur un succès, nulle part dans le monde. L'impérialisme des U.S.A. travaille plus que jamais à l'établissement de son hégémonie sur tout le monde non-communiste. Pour être efficace, notre lutte doit donc dépasser le cadre national et retrouver la solidarité des socialistes et des pacifistes du monde entier.

Le P.S.U. affirme que la solution d'un tel conflit ne peut reposer que sur les principes suivants :

- le droit du peuple du Sud-Viet-nam à disposer de lui-même ;
- la vocation à l'unité nationale des peuples des deux Vietnams ;
- la neutralité du pays par l'évacuation, au moins dans un terme à déterminer par la négociation, de l'ensemble des troupes des U.S.A. et de leurs satellites ;
- l'ouverture de la négociation avec le véritable interlocuteur, le Vietcong.

---

**LE PROGRAMME DU P.S.U. – Une politique de coopération internationale**


---

Le P.S.U. assure le peuple vietnamien de sa solidarité agissante. Il participe à toutes les actions menées contre cette guerre, travaille à leur unification et à leur intensification au sein d'un organisme national unique et recherche les liaisons internationales nécessaires à l'élargissement efficace des luttes.

### LE PROBLEME ALLEMAND

Le problème allemand conserve un caractère dangereux tant qu'un traité de paix ne sera pas signé entre toutes les puissances ayant été en guerre avec l'Allemagne et un gouvernement pouvant parler au nom de l'ensemble de ce pays.

Par antiaméricanisme, de Gaulle lui-même a encouragé la renaissance d'un nationalisme allemand qui prend aujourd'hui l'allure d'une menace néo-nazie. Pour parvenir à un règlement du problème germanique, il faut assurer la réunification des deux Allemagnes par la création d'une confédération, chacun des deux territoires conservant pour une durée indéterminée son régime économique et politique particulier, les deux gouvernements confédérés devant reconnaître solennellement les frontières actuelles de l'Allemagne. Les Etats voisins de l'Allemagne pourront alors constituer avec elle une zone de désengagement nucléaire, mais dès maintenant tout accès aux armes atomiques doit être refusé aux deux gouvernements allemands.

### SOLIDARITE AVEC LES LUTTES D'EMANCIPATION

La gauche au pouvoir en France devra aussi manifester sa solidarité diplomatique, morale et matérielle avec les peuples des pays en voie de développement qui sont encore en lutte pour leur émancipation politique et économique. Une attention particulière devra être portée au peuple angolais et au problème rho-désien. Toute fourniture d'armes aux racistes des régimes d'apartheid en Afrique du-Sud devra cesser. La France ne doit plus continuer de soutenir de tels régimes à l'O.N.U., directement ou indirectement par son abstention. Elle doit, au contraire, se mêler de manière déterminée à ceux qui les dénoncent et qui préconisent une lutte internationale contre eux.



Peter Douglas

### ISRAËL ET LES PAYS ARABES

Un gouvernement de gauche français devra également prendre des initiatives en vue du règlement ou, en attendant celui-ci, de la non-extension sous des formes belliqueuses d'un certain nombre de conflits régionaux susceptibles de mettre en danger la paix mondiale, tel le pénible et permanent affrontement entre Israël et ses voisins arabes.

Deux problèmes essentiels de notre époque retiennent plus particulièrement l'attention de la gauche française : celui de la construction européenne et celui des rapports avec le tiers monde.

#### *B - La construction européenne.*

Le P.S.U. est le seul parti à vouloir à la fois la construction et le développement d'une Europe démocratique et socialiste et son indépendance à l'égard des U.S.A.

Ce n'est qu'à l'échelle européenne que pourra être assurée l'indépendance économique des peuples de l'ancien continent ; les rodomontades de De Gaulle n'empêchent pas la domination de plus en plus accentuée de grandes entreprises françaises par le capital américain (l'exemple des machines Bull placées sous le contrôle de la General Electric est loin d'être isolé). La poursuite de cette pénétration aboutirait dans un délai rapproché à la vassalisation complète de l'économie française comme d'ailleurs de celle

---

 LE PROGRAMME DU P.S.U. – Une politique de coopération internationale
 

---

des autres pays d'Europe occidentale. La résistance à ce courant n'est possible que dans le cadre des développements d'une économie européenne.

A la limitation et au contrôle des investissements américains doit correspondre l'établissement d'une programmation européenne, d'abord dans le cadre du Marché commun, puis dans un cadre plus large. On peut imaginer de faire vivre ensemble des pays à économie libérale et des pays à économie planifiée. On ne peut pas faire coexister des systèmes libéraux et dirigistes sans insérer cette coexistence dans le cadre d'une certaine planification commune, ou alors ce seraient les pays à économie planifiée qui feraient les frais de l'opération. C'est à l'échelle européenne que pourra le mieux se réaliser le développement de la recherche scientifique, des techniques et des industries d'avant-garde (électronique, énergie atomique, recherches spatiales : dans ce domaine, il faut mettre sur pied de grands complexes européens).

Mais l'Europe que nous voulons construire ne saurait être la petite Europe des Six, dominée par une technocratie alliée aux cartels internationaux. A cette Europe réactionnaire, nous entendons opposer l'Europe des travailleurs. Les organisations syndicales doivent, sans aucune discrimination, pénétrer dans les organismes de la communauté économique européenne et y jouer un rôle actif, en vue d'assurer le plein emploi, l'égalisation des rémunérations et des conditions de vie des différentes catégories de travailleurs, l'essor des régions insuffisamment développées.

La démocratisation de l'Europe suppose aussi un contrôle plus démocratique des organismes directeurs de l'économie européenne (exécutif des différentes communautés).

Un gouvernement de gauche recherchera l'adhésion de la Grande-Bretagne et des pays Scandinaves au Marché commun et leur participation sur les mêmes bases que les autres pays aux organismes qui en sont issus.

Les démocraties populaires de l'Est devraient également pouvoir trouver leur place dans cette Europe si elles le désiraient.

Une Europe élargie pourrait alors, dans la mesure où cela ne contrarierait pas cet

élargissement, évoluer vers des formes d'intégration politique, institutions politiques, assemblées élues au suffrage universel, politique étrangère commune, etc.

Mais une Europe unie ne sera vraiment maîtresse d'elle-même que si elle est politiquement et militairement indépendante à l'égard des U.S.A. Le refus de ces conditions par les partenaires de la France risque de retarder la construction politique de l'Europe.

Nous ne nous faisons donc pas d'illusions et savons que l'édification politique d'une Europe démocratique, libérée de la tutelle américaine, dépendra de nombreux facteurs dont le peuple français ne sera pas seul maître.

Cependant, si la gauche française au pouvoir s'engageait résolument dans cette direction, elle aurait des possibilités d'y entraîner d'autres forces de la gauche européenne qui commencent à ne plus voir les problèmes de politique internationale comme à l'époque de la guerre froide. Tant que les conditions politiques de construction d'une Europe pleinement indépendante à l'égard des super-grandes puissances ne seront pas remplies, la gauche française au pouvoir devra poursuivre la politique de désengagement de la France à l'égard des U.S.A. et de meilleure entente avec les pays socialistes. Dans ces domaines, les initiatives prises par de Gaulle, pour des motifs différents des nôtres, créent une situation irréversible.

La gauche tout entière doit rompre avec les perspectives atlantiques. Cela implique :

- la renonciation à tout retour en arrière par rapport aux décisions gaullistes relatives à l'O.T.A.N. ;
- le refus de la reconduction du Pacte Atlantique en 1969 ;
- la définition d'une politique active de désengagement économique en ce qui concerne notre sujétion au capitalisme nord-américain ;
- la construction d'une véritable politique française d'indépendance, en coopération avec tous les peuples, c'est-à-dire dans un éclairage internationaliste, et non, comme le gaullisme, dans un éclairage étroitement nationaliste.

---

 LE PROGRAMME DU P.S.U. – Une politique de coopération internationale
 

---

*C - Rapports avec le tiers monde.*

Il en est de même pour notre politique à l'égard du tiers monde où de Gaulle jouit d'un prestige incontestable parce qu'il a finalement, par réalisme, et afin de s'en servir comme d'un tremplin pour sa politique de prestige, accepté d'achever la décolonisation de la plupart des anciennes possessions françaises alors qu'il avait été appelé au pouvoir pour les conserver.

La politique de coopération technique et culturelle avec les pays sous-développés alliés à la France par des accords particuliers doit être poursuivie et étendue à la Guinée, que de Gaulle a mise en quarantaine en 1958, pour punir le peuple guinéen d'avoir eu l'audace de prendre l'indépendance avant qu'il ne l'accorde aux autres pays de l'Afrique française.

Cette forme de coopération est utile aux peuples sous-développés, à condition qu'elle ne soit assortie d'aucune condition politique, mais en tout état de cause, elle est insuffisante pour les aider à sortir du sous-développement. L'écart entre le niveau de vie du tiers monde et celui des pays industrialisés ne cesse de s'accroître. On a calculé que les pertes qu'ils ont subies du fait de la baisse relative des prix des produits qu'ils exportent, depuis dix ans, sont presque supérieures à l'aide financière qu'ils ont reçue. Il faut donc modifier radicalement les rapports économiques entre pays industrialisés et pays en voie de développement, en facilitant l'industrialisation des derniers et l'écoulement privilégié de leur production sur le marché européen jusqu'à ce qu'ils aient atteint un stade de développement suffisant. Cette reconversion économique ne saurait nuire à l'économie européenne car, plus les pays du tiers monde s'enrichiront, plus ils pourront importer de produits qu'ils ne sont pas encore aptes à fabriquer.

Cette modification progressive des échanges commerciaux avec les pays sous-développés nécessitera une nouvelle diversification de la production mondiale et de nouvelles adaptations de la production européenne. Elle sera plus aisément réalisable à l'échelle européenne qu'à l'échelle nationale; elle pourrait être complétée par l'aide mondiale provenant du désarmement, que nous avons évoquée ci-dessus.

Pour être humainement efficace, l'aide technique, culturelle, économique accrue aux

pays en voie de développement doit répondre à un certain nombre d'impératifs :

1° Elle ne doit pas être orientée exclusivement vers les grosses infrastructures destinées à soutenir l'installation d'entreprises capitalistes, mais s'attacher, prioritairement, aux réalisations plus modestes, immédiatement utiles à l'ensemble de la population ;

2° Elle ne doit pas mettre en place des réalisations techniques sans les accompagner de la formation d'une main-d'œuvre autochtone spécialisée, capable d'en assurer la totale prise en charge, aussi bien du point de vue technique que du point de vue du contrôle collectif des moyens de production ;

3° Elle doit donc s'attacher d'abord à l'éducation généralisée des pays en voie de développement. La lutte contre l'analphabétisme ne peut plus suffire. L'U.N.E.S.C.O. elle-même vient de le reconnaître. La mise en place d'une infrastructure culturelle, l'accélération de l'éducation professionnelle, ménagère, sanitaire, principalement en milieu rural, doivent permettre de freiner la paupérisation provoquée par l'urbanisation et de créer un encadrement ouvrier et paysan, capable d'assurer l'autogestion technique et idéologique;

4° Elle doit se refuser à toute aide financière aux dépenses de prestige du décorum de l'Etat, de la bureaucratie parasitaire au sommet, et surtout de la constitution d'armées nationales. Déjà, la politique gaulliste, comme déjà celle des derniers gouvernements de la IV<sup>e</sup> République, a contribué à la balkanisation de l'Afrique. Il faut que les indépendances récemment acquises soient garanties par l'O.N.U., mais non par le développement de forces armées, à la fois trop coûteuses pour ces pays pauvres et insuffisantes pour assurer leur défense — de toute façon, aucun pays sous-développé ne saurait acquérir un armement comparable à celui des grandes puissances. Toute fourniture militaire aux pays afro-asiatiques ne pourrait que les inciter à se lancer dans la course aux armements et développer chez eux des foyers de trouble. L'aide militaire pourrait toutefois s'avérer nécessaire en faveur d'un pays faisant l'objet d'une agression flagrante, comme c'est le cas pour le Vietnam aujourd'hui.

---

 LE PROGRAMME DU P.S.U. – Une politique de coopération internationale
 

---

Les propositions que formule ainsi le P.S.U. permettent de répondre aux questions que se posent avec angoisse tous les peuples de notre planète qui ne veulent pas connaître les horreurs d'une troisième guerre mondiale.



*Le fossé de la faim.*

Elles sont seules susceptibles d'assurer définitivement le règlement pacifique des conflits latents ou aigus, d'accélérer le progrès économique et social et la marche au socialisme dans le monde, de sortir les deux tiers de l'humanité de l'affreuse misère où ils sont plongés par les séquelles de l'impérialisme, et d'atteindre progressivement l'un des buts fondamentaux du socialisme : l'édification d'une société internationale harmonieuse.

#### *D - Une armée intégrée dans la nation.*

La politique de défense de la France, telle qu'elle serait pratiquée par un gouvernement de gauche au pouvoir, se replace nécessairement dans le cadre de l'effort international, tel qu'il a été défini dans le texte relatif à la politique étrangère. L'action devra donc être orientée dans le sens d'un plan de désarmement progressif et contrôlé et d'une politique de renforcement des organismes internationaux d'arbitrage (O.N.U.) qui pourront devenir les organismes internationaux de pacification. Mais elle devra tenir également compte de la double

réalité suivante :

1° Le monde, malgré les progrès de la coexistence pacifique, demeure dans un climat d'opposition de deux blocs atomiquement égaux;

2° L'armée, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, constituera un noyau actif de résistance aux mesures de transition vers le socialisme qui seront prises par la gauche au pouvoir. Il faut donc mettre fin au vieux conflit entre l'armée et la nation et pour cela faire les réformes de structures indispensables.

La guerre moderne se réduit de plus en plus nettement à deux types : la guerre atomique et la guerre subversive, dans laquelle les distinctions entre civils et militaires s'effacent et dans laquelle les éléments idéologiques jouent un rôle déterminant.

Pour répondre à ces réalités, il faut créer :

- une force armée très décentralisée, en petites unités locales, civiles, fortement intégrées à la vie de la région;
- un quadrillage permanent de Cadres pour assurer une levée ultrarapide des troupes, l'armement local et les transmissions.

Dans ce cadre, il faudrait :

1° Assurer un service militaire, universel différencié très bref (trois mois pourraient suffire, avec de brèves périodes de recyclage), pour assurer l'armement technique de tous;

2° Renforcer, au sein d'une Education nationale réformée (voir programme Enseignement), le brassage social, l'éducation du citoyen, le sens de la communauté nationale qui étaient autrefois attendus d'un long service militaire obligatoire;

3° Former l'encadrement technique indispensable par un service militaire plus long, pouvant se transformer en métier permanent, pour des hommes issus d'un volontariat ;

4° Garder le contrôle politique de l'ensemble de ces deux services et principalement de la formation des cadres d'une nouvelle « Administration de la Défense nationale ».

*En ce qui concerne la force de frappe :*

1° La situation actuelle d'équilibre international de la terreur assure une sorte de sécurité ;

2° L'acquisition de l'arme atomique par

---

**LE PROGRAMME DU P.S.U. – Une politique de coopération internationale**

---

d'autres nations, l'encouragement à la dissémination apportent au contraire de nouvelles menaces graves de déséquilibre et donc de conflits ;

3° La compétition entre les nations ne se situe pas au niveau de la panoplie atomique mais au niveau du développement scientifique, technologique, économique. L'indépendance nationale passe d'abord par cette croissance pacifique ;

4° La solution n'est pas dans le report de l'ambition atomique dans un cadre plus vaste, européen par exemple, mais dans la création d'une véritable police internationale (voir programme de politique étrangère).

*En conséquence :*

La France doit renoncer, unilatéralement, à la force de frappe gaulliste, qui n'apporte à notre pays aucune sécurité réelle, qui freine l'expansion de notre économie et qui n'a qu'une signification désuète de prestige mal placé. Ainsi seront assurés l'arrêt et la

reconversion des dépenses d'équipement engagés pour la force stratégique.

*Autres mesures :*

- Réduction des armements traditionnels à quatre ou cinq divisions équipées d'armes modernes, sans subordination extérieure (O.T.A.N.) ;
- Nationalisation de toute l'industrie de l'armement ;
- Intégration des fonctionnaires de la Défense nationale dans le pays par :
  - l'application à leur cas des règles générales du statut de la fonction publique,
  - la suppression des juridictions d'exception,
  - la liberté d'opinion, d'information et d'expression à tous les échelons de la défense nationale,
  - l'unification des différents services de police dans le cadre de la gendarmerie.